

"Le compte à rebours" dans L'Europe en formation (Juillet 1978)

Légende: Un an avant les premières élections du Parlement européen au suffrage universel direct, la revue fédéraliste L'Europe en formation fait le point sur l'état de préparation politique dans chacun des États membres de la Communauté européenne.

Source: L'Europe en formation. Juillet-Août 1978, n° 220-221. Nice. "Le compte à rebours", auteur:Gouzy, Jean-Pierre , p. 1-2.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_compte_a_rebours_dans_l_europe_en_formation_juillet_1978-fr-a1843adc-d58b-4f7c-b06b-9de722f86a0c.html

Date de dernière mise à jour: 18/12/2013

Le compte à rebours

Editorial

Dans moins d'un an, nous aurons vécu les premières élections européennes, promises depuis les origines de la Communauté et dont le projet fut maintes fois repoussé à des temps meilleurs. Cette fois-ci pourtant, rien ne paraît plus devoir s'opposer à l'échéance (pour la France, le dimanche 10 juin 1979) : le compte à rebours est commencé.

La législation interne (lois électorales nationales) a été adoptée en Allemagne fédérale, en France, au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark. Plusieurs pays sont en retard: ceux du Bénélux et l'Italie. Certains d'entre eux devraient être capables de régler les problèmes en suspens d'ici aux vacances parlementaires d'été. La Chambre des communes a franchi la dernière étape de la ratification de l'acte pour les élections européennes, en adoptant la liste des soixante-six circonscriptions d'Angleterre, des quatre circonscriptions du pays de Galles et des huit circonscriptions d'Ecosse. La publication des trois circonscriptions d'Irlande du Nord est attendue incessamment.

Au moment où nous rédigeons cet article, tous les pays ont déposé ou annoncé le dépôt des instruments de ratification — à l'exception de la France dont les démarches sont cependant prévues, — afin que l'acte international du 20 septembre 1976, en vertu duquel le Parlement européen sera élu au suffrage universel direct, entre officiellement en vigueur.

Les états-majors politiques commencent à fourbir leurs armes.

Les socialistes et sociaux-démocrates ont décidé de lancer leur campagne à l'occasion de la célébration à Strasbourg du vingt-cinquième anniversaire de la formation de leur groupe parlementaire.

Les communistes italiens et français ont, de leur côté, publié un communiqué dans lequel ils qualifient l'élection de «phase importante de la lutte des forces démocratiques et laborieuses pour accroître leur participation et contribuer à une profonde démocratisation des institutions européennes». On ne pouvait leur demander plus, d'autant qu'il n'est pas question pour le P.C.I. et le P.C.F. d'établir, à l'image d'autres forces politiques (Parti populaire européen de M. Tindemans, socialistes ou libéraux), une plate-forme commune, en raison même de divergences qui les opposent à propos de la construction européenne.

Réunis le 24 avril dernier, à Klesheim, près de Salzbourg, les leaders de dix formations politiques de dénomination «chrétienne» (dont la C.D.U. et la C.S.U.) ou «conservatrice» (dont le parti de Mme Thatcher et le R.P.R. pour la France) ont décidé de créer une Union démocratique européenne sur la base de l'«antimarxisme». Cependant, l'aire géopolitique couverte par l'U.D.E. -qui comprend des partis favorables ou hostiles à l'intégration européenne — ne coïncide pas avec celle de la Communauté, puisque en sont membres des Suisses, des Suédois, des Norvégiens, des Autrichiens, des Finlandais, beaucoup plus proches de l'Europe du Conseil de l'Europe que de celle des institutions communautaires.

En fait, aucune famille politique ne manifeste d'homogénéité parfaite pour cette première élection européenne, qui se présentera pratiquement sous la forme d'une série de consultations nationales simultanées. Cela dit, il est bien évident que les adversaires avoués de l'élection directe, du renforcement des pouvoirs du Parlement européen et, d'une manière plus large, des institutions communautaires, vont se saisir de la campagne qui commence pour tenter de rassembler l'opinion sur leurs thèses. Tel sera le cas, par exemple, de M. Michel Debré en France, qui rêve de réduire le rôle du Parlement européen à celui d'une assemblée consultative, ou de M. Enoch Powell et de certains travaillistes de l'aile gauche du parti, en Grande-Bretagne, qui militent pour un engagement ferme contre la Communauté, ou encore de plusieurs partis communistes...

Le danger du vague

Il ne faut pas redouter ces oppositions et ces controverses, puisqu'elles reflètent des réalités. Au surplus, sans

elles, on ne voit pas très bien ce qui contribuerait, dans certains pays, à motiver les électeurs. On a beau, en effet, répéter que le Parlement européen est destiné à contrôler — outre les «eurocrates» — un budget communautaire important, celui-ci ne représente pas en fait 1 % du P.N.B. moyen de nos pays. On a beau ajouter que les partis vont s'engager dans la bataille parce que c'est leur intérêt d'y faire bonne figure, il n'est pas certain que leurs appareils aient la capacité de mobiliser les électeurs autour de l'idée-force européenne, aussi aisément que les optimistes professionnels et les paresseux le prétendent.

Le risque majeur de cette première consultation populaire européenne est donc bien celui de l'abstentionnisme; et d'un abstentionnisme qui se traduirait par des pourcentages très différents de participation selon les pays concernés. Or, ce risque est renforcé par la tendance, aujourd'hui dominante dans les états-majors politiques, à présenter leurs schémas traditionnels au niveau européen, alors qu'à ce niveau les problèmes se posent le plus souvent en termes différents qu'au plan national. Le vague de certaines plates-formes politiques proposées témoigne de cette difficulté.

Pour les fédéralistes, au contraire, il est clair que si l'élection doit par définition permettre de refléter les tendances de l'opinion publique, il faut que les problèmes de fond de la construction et de la société européennes d'aujourd'hui soient posés sans ambiguïté. C'est par rapport à eux qu'il conviendra de se départager.

Construction européenne, d'abord ? — On appréciera, au-delà du verbiage électoraliste, ce qui sera ou ne sera pas dit sur la nécessité de renforcer la Communauté, aujourd'hui paralysée par les pratiques unanimitaires au sein du conseil des ministres; sur la manière dont on conçoit son futur élargissement aux pays méditerranéens, afin que celui-ci ne tourne pas à la confusion générale et à la dilution libre-échangiste; sur la nécessité de créer une monnaie européenne pour assurer la maîtrise de notre destinée économique; sur l'extension des pouvoirs et des compétences des institutions communautaires en fonction de l'expérience; sur le rôle futur du Parlement dans la perspective d'une organisation politique de l'Europe dont tout reste à définir; sur la sécurité et la défense; sur la meilleure manière de parvenir à une politique étrangère identifiable dans un monde en mutation constante.

Société européenne, ensuite ? — Les fédéralistes doivent amener les protagonistes à dire quelle Europe ils veulent constituer et selon quel type de croissance; comment ils entendent mettre fin au chômage et à l'inflation; comment, sur quelles bases et selon quels principes, ils prétendent en finir avec les disparités sociales et régionales qui caractérisent la situation présente; comment ils envisagent l'avenir des rapports de production; comment ils entendent garantir le pluralisme des minorités et des cultures; comment, et selon quels principes, ils comptent développer un civisme européen qui suppose des objectifs de citoyenneté et, selon nous, entre autres mesures, la création d'un service civil à l'échelle communautaire.

Un espoir de renouveau

L'Europe ne serait rien s'il s'agissait de reporter à un niveau supérieur les anachronismes structurels qui caractérisent déjà les situations nationales. Elle ne serait rien si elle ne devait rien changer pour ne déranger personne; si elle n'était pas l'occasion majeure d'un espoir de renouveau à la mesure de notre temps; si elle ne devait pas mettre fin, avec lucidité et courage, à son déclin; si elle ne s'imposait pas autour d'un modèle perçu et construit comme tel par opposition et conflit.

L'élection européenne qui s'annonce est donc pour nous un événement crucial. La réduire à une série d'opérations partisans à courte vue, au lieu de saisir l'occasion exceptionnelle d'en faire une vaste prise de conscience populaire, serait une mauvaise action qui, pour longtemps, laisserait à ses partisans un goût d'amertume. Lui donner une âme véritable: tel est donc notre devoir le plus immédiat.

JEAN-PIERRE GOUZY